

La recherche et le progrès économique des Canadiens français

Phillipe Garigue

Volume 35, Number 4, January–March 1960

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001491ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001491ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Garigue, P. (1960). La recherche et le progrès économique des Canadiens français. *L'Actualité économique*, 35(4), 557–565.
<https://doi.org/10.7202/1001491ar>

La recherche et le progrès économique des Canadiens français¹

L'objet de ce texte est, premièrement, d'examiner les raisons de la faiblesse économique des Canadiens français et, deuxièmement, de présenter une solution susceptible d'améliorer la situation.

Il n'est pas nécessaire à l'objectif que nous nous proposons de déterminer d'une façon détaillée la contribution actuelle des Canadiens français à l'économie canadienne. Il suffit de rappeler que des 720 individus formant l'élite économique la plus importante du Canada tout entier, seulement 51 personnes, ou 6.7 p.c. du groupe, peuvent être considérées comme étant d'origine française. Non seulement l'élite économique canadienne-française est-elle faible par rapport au nombre total des Canadiens français, mais elle est aussi moins importante dans le Canada que l'élite économique d'origine américaine qui contrôle presque 25 p.c. de tous les postes d'administrateurs.

On a beaucoup écrit sur les raisons de cette position minoritaire, et sur les causes de l'absence d'une classe d'entrepreneurs canadiens-français. On a blâmé la Conquête de 1760, l'invasion des capitaux étrangers, et le manque de préparation des Canadiens français aux problèmes économiques. Pourtant, il n'y a aucun doute que les Canadiens français ont fait d'importants efforts pour remédier à leur faiblesse économique. La présence des chambres de commerce, d'associations professionnelles, de l'École des Hautes Études commerciales, de l'École Polytechnique, des diverses facultés des sciences, et de sciences sociales, etc., est un indice de ce qui a été accompli.

1. Texte d'une conférence présentée le 12 novembre 1959.

Il semble que la raison première pour laquelle tous ces organismes ont été insuffisants est que l'effort fait était souvent en retard par rapport aux besoins. Le développement de l'éducation supérieure que nous avons atteint aujourd'hui aurait transformé la situation s'il s'était produit il y a cinquante ans. Le problème est que la société change, et le changement n'est pas une progression lente, mais une accélération de plus en plus rapide sous la pression des nécessités, des inventions techniques, des pressions intérieures et extérieures au Canada.

C'est ce fait, si simple en apparence, qui est la raison de la continuation de la position économique inférieure des Canadiens français. Les changements économiques n'attendent pas que les nouvelles générations se soient préparées à entrer dans des industries déjà existantes ou dans les industries en train de se développer. Les écoles canadiennes-françaises avaient à peine commencé à préparer des spécialistes du commerce du bois, de l'agriculture, que déjà les investissements étrangers entraient dans les mines, les transports, les industries électroniques, etc., et les Canadiens français en étaient automatiquement exclus.

C'est que le véritable contrôle de l'économie ne s'obtient pas en restant attaché aux occupations, aux industries, aux méthodes déjà existantes. Par exemple, entre 1928 et 1956, le revenu réel *per capita* des Canadiens a triplé. Une chose paraît claire: cette augmentation n'a été en partie que le résultat d'activités industrielles qui existaient en 1928. Comme le montrent les différentes études annexées au Rapport Gordon, l'accroissement du revenu réel des Canadiens ne vient pas simplement des revenus des activités économiques traditionnelles.

Quel a donc été le facteur le plus important? Certains ont suggéré que la cause principale de l'accroissement du revenu réel est la transformation de la production. À la place d'une multitude de petites et moyennes industries, le Canada a vu le développement de monopoles géants. Il n'y a aucun doute que, même si l'existence de toutes les grandes firmes ne se justifie pas par des économies internes, et même si ces économies ne sont pas le seul avantage que procurent des marchés de vaste dimension, le rôle positif des économies internes authentiques, dû à l'accroissement de la taille des firmes, paraît avoir eu une importance assez grande.

Ceci dit, et en tenant compte d'autres facteurs dont nous n'avons pas parlé, l'élément le plus important pour expliquer l'augmentation du revenu réel demeure, à notre avis, les progrès qui sont intervenus depuis 1928 dans la fabrication des produits et dans les techniques de production. Malgré tout le talent des chefs d'entreprises, le niveau de vie serait beaucoup plus bas si nous étions actuellement réduits aux produits et à la technologie qui avaient cours en 1928. De plus, ces économies liées à la taille de la production peuvent, sans doute, être définies comme étant quelque chose qui s'obtient «en l'état donné des techniques»; en pratique elles incorporent les résultats de la recherche sur la façon d'obtenir à moins de frais une production accrue. Le facteur le plus important dans l'accroissement du revenu réel des Canadiens français a trait aux inventions, aux innovations de toutes sortes qui ont été faites.

Il est donc évident que pour améliorer le statut économique des Canadiens français, il est important d'assurer qu'ils soient capables d'inventer et de mettre en œuvre les innovations qui assureront la mise en service de produits ou de techniques qui marquent un progrès sur le passé. Dans la mesure où ce principe est accepté, il s'ensuit que l'avenir économique des Canadiens français dépend de l'efficacité de leur contribution à la recherche scientifique et à l'innovation économique au sens large du mot. Ce n'est pas parce qu'un nombre limité de Canadiens français occuperont des positions de contrôle dans certaines industries que l'avenir économique de la Province sera assuré. C'est par l'importance de la contribution qu'ils apporteront à l'innovation économique et au développement économique en général, qu'ils seront capables de remonter le courant.

Cette constatation n'est pas valable seulement pour le Canada français. Elle est la conclusion universelle de toutes les recherches sur les causes du développement économique dans tous les pays. La comparaison la plus sommaire des niveaux de vie entre les divers pays a fait ressortir à quel point ceux-ci dépendent du développement d'un nombre limité de facteurs comme l'investissement, la main-d'œuvre, les ressources. Mais il est significatif que, de deux nations possédant la même proportion de ces facteurs, la mieux placée au point de vue de son développement est celle dans

laquelle la recherche scientifique est la plus étendue. L'expansion de la recherche scientifique peut même contrebalancer des lacunes importantes dans d'autres domaines. En d'autres termes, plus les moyens mis à la disposition de la recherche s'accroissent dans un pays et restent stagnants dans un autre, plus s'élargit l'écart dans le rythme d'accroissement des niveaux de vie. La vraie source de la faiblesse économique des Canadiens français est la même faiblesse qui touche tous les pays qui se laissent dépasser par les nouvelles innovations économiques et techniques.

C'est en raison de cette constatation qu'au cours de ces dernières années toutes les nations ont été obligées de considérer la recherche scientifique sous un angle nouveau. Il est maintenant banal de dire que la recherche scientifique d'aujourd'hui ouvre la voie aux réalisations de demain. Or, quelle est actuellement la situation de la recherche au Canada français? Quoiqu'elle soit plus importante qu'elle ne l'a jamais été, ce qui lui est consacré est bien en dessous de ce qu'il faudrait pour pouvoir regagner le terrain perdu.

Trois choses méritent d'être notées dans la situation actuelle de la recherche scientifique dans la province de Québec: celle-ci est plus pratiquée par les Canadiens anglais que par les Canadiens français; la recherche appliquée faite par les industries est presque totalement concentrée dans les industries anglophones; et le volume de la recherche fondamentale fait par les Canadiens français est médiocre en comparaison de ce qui se fait dans le reste du Canada.

Comment remédier à cette situation. Il faut, à cet égard, établir une différence entre la recherche pure et la recherche appliquée. Les progrès de l'industrie sont les résultats des innovations apportées au processus de production. Beaucoup de fécondes innovations sont dues à la recherche appliquée faite à l'intérieur même des entreprises. Mais la recherche suppose principalement un programme systématique, longuement médité et bien organisé. Or les chercheurs nécessaires à ce genre d'activités ne sont pas formés par un apprentissage à l'intérieur même de ces industries. Ces chercheurs, ce sont essentiellement les universités qui les forment; et la recherche à l'université est d'abord et surtout de la recherche fondamentale.

Si nous reprenons la question de l'avenir économique des Canadiens français, il devient évident que leur avenir dépend de l'importance de la recherche fondamentale faite dans leurs universités.

Ceci nous amène à examiner de plus près la situation des universités. Si l'avenir économique des Canadiens français dépend de l'excellence de la recherche fondamentale faite dans leurs universités, comment peut-on obtenir un développement maximum rapide de ces recherches? Le problème ici n'est pas de dire à qui est la faute si le volume et la qualité de la recherche actuellement faite ne sont pas suffisants, ou de nier que ce qui a été fait soit le résultat de sacrifices héroïques de la part d'un grand nombre de personnes, mais de savoir si aujourd'hui la recherche scientifique fondamentale peut compenser les faiblesses présentes et futures.

Le problème est très complexe. Ce n'est que depuis le XIX^e siècle que les universités ont associé la recherche à la charge normale de l'enseignement fait par le professeur. Depuis cette date s'est établie la tradition que les professeurs d'universités sont des «enseignants-chercheurs», c'est-à-dire des hommes payés pour leur enseignement et consacrant leurs loisirs à la recherche. Mais cette tradition ne représente plus la réalité. Dans la majorité des universités, les professeurs sont devenus des «chercheurs-enseignants» et leur avancement dépend de l'importance de leur contribution à la recherche scientifique.

Démontrer pourquoi ceci est arrivé est dire aussi quelle est l'étendue du problème auquel l'université doit faire face. Depuis la première guerre mondiale, la situation a changé, d'abord graduellement, mais pendant les années de la deuxième guerre mondiale, avec une extrême rapidité. Certains professeurs libérés, par la mobilisation des chercheurs, de toute tâche d'enseignement et se livrant «à temps plein» aux travaux de recherche, se sont révélés si efficaces que les universités ont graduellement décidé de maintenir ce système en temps de paix au profit de la recherche fondamentale. Le travail de la recherche est maintenant très souvent organisé selon une spécialisation des tâches à l'intérieur même des universités, et, dans certaines universités, les professeurs sont nommés dans le but unique de se spécialiser dans la recherche, et sont déchargés entièrement de l'enseignement. La création de

«chercheurs à plein temps» pouvait paraître d'autant plus raisonnable que les contributions publiques ou privées pour la recherche et l'enseignement ne sont pas toujours associées, et que l'évolution de la science rend les recherches de plus en plus complexes. Face à ce dilemme, une université qui veut faire une contribution valable à la science doit sélectionner son personnel en vue de l'importante mission de faire progresser les sciences et leur application.

Dans les universités canadiennes-françaises, le développement de la «recherche à plein temps» est bien loin d'avoir eu toute l'ampleur désirée, car même si l'urgence que nous soulignons aujourd'hui avait été reconnue par le passé, ces universités n'auraient pas eu les fonds nécessaires pour employer un personnel qui se consacrerait exclusivement à la recherche. Il ne faut pas oublier non plus que l'on n'a jamais manqué de bonnes raisons pour s'objecter en principe aux travaux de recherche de l'universitaire. Il a même été suggéré que l'université ne s'en porterait que mieux si la recherche était faite ailleurs.

On doit, évidemment, tenir compte du fait que la recherche scientifique fondamentale n'est pas rentable. Il est difficile de prévoir l'utilité du travail de cet ordre. Le chercheur n'est pas une machine à découvertes. Il ne suffit pas de mettre à sa disposition des crédits suffisants pour qu'en échange il fournisse des résultats intéressants et des profits proportionnels aux crédits engagés. Il est donc pratiquement impossible de déterminer la valeur immédiate des recherches scientifiques. C'est du soin et du zèle de tous les chercheurs que dépendra, en définitive, la qualité de la contribution au développement de la science et de l'importance de la contribution à l'économie d'un pays. Mais on ne peut prédire exactement la valeur de chaque recherche individuellement.

Il est vrai que la difficulté de poursuivre simultanément enseignement et recherche varie considérablement selon les disciplines. Elle n'est pas tragique en mathématique, ou dans les autres disciplines ne nécessitant pas de recherches expérimentales. Mais elle est fondamentale dans le cas du travail de laboratoire, ou de l'enquête sur le terrain, qui souffrent infiniment plus des défauts du système des «enseignants-chercheurs». Ce qui tend à créer une

antinomie entre l'enseignement et la recherche, depuis que nos universités sont submergées par le flot de plus en plus grand des étudiants, c'est le caractère obligatoire d'un horaire strict et de la charge d'enseignement de chaque professeur, ainsi que le caractère continu de la surveillance des étudiants. On ne peut pas supprimer un cours, une présence à un comité, ou reporter à une date ultérieure une rencontre, parce qu'une recherche importante commence à requérir toute l'attention de celui qui la dirige, ou parce que celui-ci a eu soudainement l'inspiration créatrice qui lui fait entrevoir la solution possible à des recherches commencées depuis longtemps. Dans ces conditions, faire de la recherche dans nos universités est un véritable tour de force, et on ne saura jamais assez quelle dette de reconnaissance les Canadiens français doivent à leurs professeurs d'universités pour avoir essayé pendant de longues années de poursuivre leurs recherches malgré de si lourds handicaps.

Pour améliorer cette situation, il faut à l'université les moyens nécessaires. Il faut qu'elle puisse nommer des «chercheurs à plein temps», des chercheurs professionnels. Comment obtenir ces ressources? Tous ceux qui ont étudié ce problème s'accordent à suggérer que si l'on veut que la recherche fondamentale atteigne l'ampleur qui paraît souhaitable pour l'avenir du groupe canadien-français, une aide financière de l'État sera inévitablement nécessaire. Il semble donc tout à fait acceptable que l'État s'intéresse au fonctionnement de la recherche. Il est vrai que s'intéresser au travail n'est pas l'entreprendre. L'État doit donc se limiter à doter les universités, à attribuer des exonérations fiscales à tous ceux qui entreprennent des recherches, ou à mettre en œuvre tout autre système susceptible d'accroître le volume de la recherche.

Mais l'État n'a qu'une part des responsabilités à cet égard: la tâche principale est ailleurs. Les hommes d'affaires et les industriels canadiens-français sont aussi responsables que l'État de l'avenir de la recherche. Les progrès, dans ce domaine, pourront devenir rapides quand ceux qui en utiliseront les résultats et en tireront profit s'intéresseront à la recherche et y contribueront; et quand ils réaliseront que la pression de la concurrence les force à innover, autrement dit à tirer le maximum de profit des recherches faites.

Comment concrétiser cette situation? Nous savons qu'il existe un rapport entre la structure économique et le progrès économique. C'est ce qui justifie l'affirmation que ce n'est que quand ceux qui profitent de la recherche s'intéresseront à cette recherche, qu'elle aura des chances de se développer. Je reconnais volontiers que la recherche n'est pas rentable pour la petite entreprise; qui est la plus nombreuse au Canada français et dont le chef n'a pas le capital nécessaire au développement des recherches dont il a besoin. Mais ceci ne veut pas dire qu'il doive s'en désintéresser. Il faut donc une contribution financière constante, de la part des hommes d'affaires canadiens-français, aux recherches fondamentales poursuivies à l'université. Nous savons aussi que plus l'invention réalisée est importante, moins il importe aux entreprises d'en être l'auteur; tous en bénéficient. La question comporte assurément de multiples aspects, mais il est certain que si les Canadiens français veulent survivre économiquement, et puisqu'ils ne peuvent pas individuellement faire de la recherche, il faut qu'ils contribuent à grouper les fonds nécessaires à la recherche dans leurs universités. Disons pour simplifier que les Canadiens français, qui ont créé toutes leurs institutions éducationnelles, doivent maintenant continuer et créer le mécanisme nécessaire à leur survie économique. Ils ont montré qu'ils étaient capables de le faire dans le passé. Vont-ils s'arrêter maintenant? Ceux qui redoutent particulièrement l'intervention de l'État trouveront d'autres raisons pour soutenir notre proposition. Personnellement, nous serions partisan de combiner l'intérêt de l'État et l'intérêt des hommes d'affaires dans la mesure où tous les groupements bénéficient de la recherche fondamentale.

Beaucoup de gens trouveront certaines de nos suggestions par trop radicales, en considérant que nous avons atteint actuellement un niveau de vie exceptionnel. Mais nous ne devons pas penser uniquement en fonction du niveau de vie du Canada. Il importe de réfléchir aux conditions qui font apparaître ce niveau de vie. Si nous voulons rattraper l'écart grandissant qui nous sépare de nos compatriotes canadiens-anglais, si nous ne voulons pas être toujours ceux qui attendent que les autres aient les idées, fassent la recherche et mettent en marche les choses, nous devons reconnaître que la raison principale est notre manque de contribution

à la recherche fondamentale. Nous devons donc accroître cette contribution, afin que le rendement du Canada français soit égal à la position qu'il exige.

Dans le passé on a beaucoup discuté des moyens nécessaires au relèvement du statut économique des Canadiens français, en mettant l'accent sur l'organisation des institutions financières qui leur permettraient d'obtenir des capitaux. Il n'y a aucun doute que fonder des institutions financières est important. Mais ces institutions par elles-mêmes ne peuvent transformer l'infériorité économique des Canadiens français en une égalité avec les Canadiens anglais. Il faut aller au cœur du problème, à l'origine du dynamisme créateur de l'économie moderne: la recherche scientifique. Si les Canadiens français se désintéressent de la recherche scientifique, alors ils dépendront des autres pour les idées et pour les capitaux. Le jour où ils égaleront les autres au niveau de la création scientifique, et de la capacité de trouver de nouvelles solutions à tous les problèmes économiques, ce jour-là il n'y aura aucun doute sur leur avenir économique.

Phillipe GARIGUE,
doyen de la Faculté
des Sciences sociales (Montréal).